# **LES SENTIERS DE LA GUERRE**

Jean-Pierre KERTUDO

Mai 2023

Table des matières

[**INTRODUCTION** 3](#_Toc133246230)

[**L’inflation des dépenses d’armement** 4](#_Toc133246231)

[**Les grands fabricants** 5](#_Toc133246232)

[**Etats-Unis** 5](#_Toc133246233)

[**Grande-Bretagne** 6](#_Toc133246234)

[**Chine** 6](#_Toc133246235)

[**Les européens continentaux** 6](#_Toc133246236)

[**Le reste du monde** 6](#_Toc133246237)

[**Le complexe militaro-industriel** 7](#_Toc133246238)

[**Les risques de montées aux extrêmes** 7](#_Toc133246239)

[**Les grands foyers de tension** 9](#_Toc133246240)

[**L’Ukraine** 9](#_Toc133246241)

[**Taïwan** 9](#_Toc133246242)

[**Israël** 10](#_Toc133246243)

[**Conclusions** 11](#_Toc133246244)

# **INTRODUCTION**

Le monde bruisse actuellement de rumeurs guerrières. Les foyers d’affrontements militaires se sont multipliés. Embrasés en Ukraine, potentiels dans la Mer de Chine, réactivés au Moyen-Orient, chroniques en Afrique.

En vérité, jamais dans l’histoire il n’a été possible d’instaurer une paix universelle. Les deux principaux conflits, en 1914-18 et 1939-45, bien qu’initiés en Europe, ont été mondiaux. Les autres, plus limités géographiquement, n’ont jamais connu de répit. Il n’empêche que depuis plusieurs années les productions et ventes d’armements progressent à un rythme plus soutenu que jamais.

On se propose, dans l’essai qui va suivre, de prendre, pour commencer, la mesure financière du réarmement mondial spectaculaire qui s’est opéré et va vraisemblablement se poursuivre.

Les autorités politiques sont décisionnaires mais les producteurs d’équipements et de munitions appartiennent à des entreprises publiques et privées. Les données essentielles en la matière ne manquent pas[[1]](#footnote-1). On procédera à leur examen.

De nombreux idéologues, la plupart engagés ou sympathisants du mouvement communiste mondial ont répandu des analyses s’efforçant de démontrer que la survie du capitalisme, son expansion, reposaient sur les industries de guerre. Il importe de remiser au magasins des antiquités, cette vision, passablement romantique, de la réalité des rapports de force mondiaux.

Les armes ne sont pas prioritairement destinées à être stockées mais à servir. L’opinion largement partagée craint que les propensions à les utiliser deviennent, un jour où l’autre, irrépressibles. On défendra le point de vue que la question de leur emploi n’est pas si simple. Les probabilités d’apocalypse méritent d’être évaluées de manière aussi rationnelle que possible.

Enfin, on proposera à la réflexion commune l’examen des grands intérêts poussant les puissances dominantes à se lancer dans des conflits militaires de grande envergure.

# **L’inflation des dépenses d’armement**

Les dépenses mondiales d’armement ont récemment dépassé les 2000 milliards de $ (2 113 en 2021) ce qui correspond à un peu plus de 2% du PIB planétaire. Leur évolution est orientée à la hausse. Les principaux contributeurs à l’augmentation d’ensemble sont présentés dans le tableau ci-dessous.

|  |  |
| --- | --- |
| PAYS | **BUDGETS  MILITAIRES 2021-2022 en milliards de $** |
| USA | **801** |
| CHINE | **293** |
| INDE | **77** |
| RUSSIE | **70** |
| ARABIE SAOUDITE | **62** |
| JAPON | **52** |
| ALLEMAGNE | **56** |
| FRANCE | **50** |
| ROYAULE UNI | **50** |
| AUSTRALIE | **32** |
| IRAN | **25** |

Les Etats-Unis figurent très largement en tête des budgets militaires qui sont, en règle générale, majoritairement consacrés au fonctionnement des appareils militaires. La Chine qui augmente, d’année en années sa dépense se place en seconde position mais très loin derrière. L’Inde consacre, prioritairement ses dépenses à se prémunir contre une possible guerre avec le Pakistan et, secondairement, avec la Chine. Si l’on cumule les dépenses des grands européens, leurs budgets figureraient au troisième rang mondial. Mais leurs politiques de défense divergent. L’Arabie Saoudite, quant à elle dépense beaucoup pour assurer son avenir incertain et afin mener sa guerre contre les insurgés yéménites. Les Etats-Unis demeurent, pour le moment, son principal fournisseur, pratiquement exclusif. L’Australie s’est engagée résolument au côté des anglo-saxons afin de contenir les influences chinoises. Le Japon démilitarisé après sa défaite de 1945, consacre de plus en plus de moyens à sa défense et son réarmement progresse à grandes enjambées. L’Iran, économiquement exsangue, paupérisant sans vergogne sa population trouve avec son industrie militaire divers moyens de conforter sa dictature religieuse.

Le poids relatif des dépenses militaires varie sensiblement d’un pays à l’autre : 3,5% aux Etats-Unis, sensiblement plus de 4% en Russie[[2]](#footnote-2), 2,9% en Inde, 2,4 en Chine, 1,1% au Japon, 1,3% en Allemagne. Ces deux derniers pays dépensent relativement peu en proportion de leur richesse monétaire car laissant le soin aux américains du nord d’assurer leur sécurité. En contrepartie, ils achètent à leur allié beaucoup d’armes.

# **Les grands fabricants**

## **Etats-Unis**

Le tableau ci-dessous présente les cinq plus gros fabricants ainsi que les montants de leurs ventes militaires[[3]](#footnote-3). Celles-ci représentent, ensemble, 71% de leur chiffre d’affaires total. Lockeed Martin et Northrop Gruman, avec plus de 80% de leurs recettes tirées de l’armement, sont les plus spécialisées. Boeing l’est beaucoup moins bien que ses ventes civiles n’atteignent que 46% de ses ventes totales. Les autres firmes dépendent du militaire pour plus des 2/3 de leurs activités.

|  |  |
| --- | --- |
| **RAISONS SOCIALES DES FIRMES** | **Chiffres d'affaires  2021 Milliards de $ US** |
| Lockeed Martin | 61 |
| Raytheon Technologies | 38 |
| Boeing | 34 |
| Northrop Gruman | 32 |
| General Dynamics | 27 |
| **TOTAL** | **192** |

Les ventes des grandes firmes de l’armement absorbent un environ le quart des dépenses militaires totales. L’essentiel du budget public, comme dans tous les autres pays, finance le fonctionnement courant des armées.

## **Grande-Bretagne**

BAE System occupe la sixième place du podium en réalisant un chiffres d’affaires total de 26 milliards de $, essentiellement dans l’armement, assez loin devant tous les autres européens.

## **Chine**

Les principales firmes chinoises fabriquant du matériel de guerre se distinguent fortement de celles des Etats-Unis Leurs activités en la matière ne représentent qu’une part minoritaire de leurs ventes totales. Dans l’ensemble, leurs fabrications d’armements ne représentent que moins du tiers de leurs chiffres d’affaires total.

|  |  |
| --- | --- |
| **Raisons sociales des firmes** | **Chiffres d'affaires  2021 en milliards de $** |
| NORINCO | 20 |
| AVIC | 19 |
| CASC | 18 |
| CETC | 16 |
| CASIC | 13 |
| **TOTAL** | **86** |

## **Les européens continentaux**

L’italien LEONARDO figure en tête du classement (11,8 milliards $ de CA dont 83% dans l’armement) suivi par le français THALES (51% dans l’armement). Dassault aviation se situe très loin derrière (4 milliards). L’industrie militaire de l’Europe continentale traduit assez fidèlement l’image de sa politique de défense qui, depuis 1945, a été largement confiée aux bons soins des Etats-Unis.

## **Le reste du monde**

Les autres acteurs restent encore des nains par rapport aux grands fabricants que l’on vient de présenter. Les fournisseurs importants des armées, en Corée du Sud, en Inde, au Japon, se situent en deçà du seuil de 2 milliards de $.

# **Le complexe militaro-industriel**

A la fin de son mandat, le Président EISENHOWER, en 1961, met en garde son pays face à la montée du complexe militaro-industriel. Il a ainsi rafraichi une vielle idée léniniste d’après laquelle les industries guerrières avides de profit alimenteraient d’incessants conflits armés. Il n’avait pas tort, loin de là, à condition que l’on ne se trompe pas sur les responsabilités. Car les budgets militaires, qu’il s’agisse de leurs volumes, de leurs panoplies, sont entre les mains des autorités politiques, véritables donneuses d’ordre. Les décideurs sont évidemment l’objet d’intenses pressions de la part des fournisseurs d’armes mais l’expérience historique montre que les personnages les plus influents, en amont des élus, sont les cadres supérieurs des armées, donc les responsables des appareils militaires. L’idée que l’économie des guerres se trouve déterminée par les producteurs de matériels, héritée d’un marxisme désuet, ne résiste pas à l’examen.

# **Les risques de montées aux extrêmes**

Le sinistre épisode du nazisme a installé dans les esprits, tant dans ceux des dirigeants que des populations, la hantise de voir des fous furieux s’emparer du pouvoir et se livrer à des guerres dévastatrices. L’expérience de la longue guerre froide opposant les puissances communistes à celles de l’occident, alors que les camps adverses disposaient des armes atomiques, nous enseigne, a contrario, que l’expansion des arsenaux militaires ne conduit pas nécessairement à leur emploi. Durant cette période les protagonistes ont puissamment investi dans le perfectionnement de leurs bombes nucléaires, comme dans les missiles porteurs. Ils ont fini par conclure des accords, dès le début des années soixante du siècle dernier. Ils sont même arrivés à s’entendre pour mettre en place une inspection mutuelle de leurs armes stratégiques.

Au départ, en 1945, le nombre des détenteurs de la bombe nucléaire se limitait étroitement aux Etats-Unis et à l’Union soviétique. La Grande-Bretagne a vite rejoint le duo tout en restant radicalement tributaire, pour son emploi éventuel, de son mentor américain. Dès 1954, date des premiers essais, la France a rejoint le club encore très fermé. Peu après sa création l’Etat d’Israël sollicitera l’aide des Etats-Unis et de la France, aide qui lui sera accordée. Elle entrera effectivement dans le cercle au cours des années soixante. A peu près à la même époque où la Chine s’y intègre à son tour (1964). Puis, dans la première moitié des années soixante-dix, la prolifération s’étendra à l’Inde et au Pakistan.

Ces deux pays voisins entretiennent, depuis le retrait du colonisateur britannique, des relations conflictuelles que leurs dirigeants respectifs jugent insurmontables. Ils n’ont, malgré l’intensité de leurs différents, jamais eu recours à leurs arsenaux nucléaires. Alors même qu’ils font, tous deux, assaut de nationalisme et de sectarisme.

La Corée du Nord commence, peu après l’armistice à se doter de l’arme suprême. Elle réussira ces premiers essais en 1980 et poursuivra constamment le développement de ses équipements malgré la très grande faiblesse de ses ressources et le dénuement matériel de sa population.

Le dernier venu dans le club élargi est l’Iran. Sa politique nucléaire a été initiée par le défunt Shah, M. R. Pahlavi. Encouragée par la France, elle était destinée à des fins civiles afin de préparer le pays à « l’après-pétrole ». Le régime militaro-clérical qui lui a succédé a poursuivi la stratégie énergétique antérieure avec des infléchissements majeurs au profit de la dimension guerrière. Des années de négociations Russo-internationales ont conduit à des impasses, D. Trump ayant rompu les pourparlers. Les dirigeants idéologiques et administratifs de l’ancienne Perse, rassemblent les cléricaux et leurs obligés, très manifestement minoritaires et rejetés par la population majoritaire. Cette superstructure, de plus en plus fragile, ne doit sa survie qu’à l’appui des forces politico-militaires qui détiennent de puissants intérêts dans l’économie. Ces dernières, vrais détenteurs du pouvoir sont, chroniquement, partagées. Pour les unes il serait très profitable de négocier la démilitarisation du nucléaire avec l’abandon des sanctions américaines et européennes qui mettent le pays à genoux. Pour les autres, la poursuite des investissements dans l’atome militaire garantirait seule la position de grand acteur régional, en Irak, en Syrie, au Liban et équilibrerait les moyens de terreur d’Israël. Les grands affairistes du régime n’hésiteront pas, selon nous, à renvoyer les mollahs dans leurs lieux de cultes s’ils reçoivent, de la part des Américains et des européens suffisamment de garanties pour leurs fortunes personnelles. Sur les plans que l’on vient d’évoquer, des accords restent possibles. Mais il sera beaucoup plus difficile de s’accorder sur un sujet éminemment crucial : l’influence du pouvoir iranien sur son étranger proche (Irak, Syrie, Liban).

Jusqu’à présent, la plupart des détenteurs de feu nucléaire, qu’il s’agisse des démocraties comme des autocraties, ont eu pour unique objectif la défense de leurs régimes et de leurs structures sociales. A l’occasion de la guerre en Ukraine, la Russie de V. POUTINE, afin de terroriser ses adversaires, en rupture avec ses engagements antérieurs, s’est mise à agiter le spectre de la menace de l’apocalypse. Ses propagandistes télévisuels délirants répandent sur leurs ondes d’Etat, les perspectives de désastres définitifs qu’ils pourraient infliger aux occidentaux. Le pouvoir suprême, quant à lui, se borne, pour le moment, à laisser planer le doute en invoquant, surtout, la possibilité d’employer les moyens « tactiques » ravageurs mais localisés. Les menaces russes ont, principalement pour objet de dissimuler les échecs rencontrés sur les champs de bataille. Lesquels ont déconsidéré pour longtemps l’image d’invincibilité de la grande « Armée Rouge » rongée par la corruption et la paupérisation stratégique. Les soutiens occidentaux à l’Ukraine exagèrent le risque de voir la Russie recourir aux extrêmes. Ils redoutent que les excités susceptibles de succéder à la dictature actuelle se lancent dans une aventure incontrôlable. Ils ont tort de juger plausible une telle éventualité. L’appareil d’Etat ne suivra pas les aventuriers.

La Chine et l’Inde ont fait savoir à Moscou que l’instauration du nouvel ordre mondial auquel ils aspirent, encore très peu défini, ne pouvait progresser que par des moyens pacifiques. Ils ont été écoutés par V. POUTINE qui ne les a pas vraiment entendus mais qui a pris conscience des limites de son Impérialisme.

# **Les grands foyers de tension**

Leur multiplicité impressionne mais la plupart d’entre eux sont géographiquement limités et peu à même de déclencher une déflagration mondiale. Les guerres africaines, civiles et nationales, aussi ravageuses soient-elles, resteront régionalisées. Les grandes incandescences nous apparaissent peu nombreuses. On va maintenant les passer en revue.

## **L’Ukraine**

Il s’agit du seul conflit armé de haute intensité porteur de conséquences d’envergure mondiale. Si la Russie parvenait à soumettre son voisin, il s’ensuivrait une très forte accentuation du déclin occidental. Les autocraties et autres dictatures planétaires exerceraient une réelle suprématie. L’ordre international subirait de nouveaux et graves dégâts. Il nous paraît fort peu probable que le régime de Poutine puisse complètement replacer le pays envahi dans son orbite. Il n’a pas les moyens de déployer des forces d’occupation suffisantes. On peut donc, raisonnablement éliminer ce cas de figure éventuel des anticipations. A l’opposé de ce dernier la probabilité du rétablissement intégral de l’Ukraine dans ses frontières antérieurement garanties par la Russie, laquelle a piétiné ses propres engagements, n’est malheureusement pas à exclure. Pour plusieurs raisons. Les occidentaux, qui mobilisent pourtant leurs aides à un niveau jamais connu au profit d’un allié de fait, veulent, à tout prix, éviter l’extension du conflit. Ils prohibent inconsidérément les bombardements des bases logistiques en territoire russe, bases qui sont utilisées sans restriction par l’envahisseur. Nous estimons qu’ils mesurent trop étroitement leurs appuis à l’agressé et surestiment les ripostes possibles, notamment nucléaires, de l’agresseur. De plus, les liens d’affaires, les connivences diplomatiques qui se sont tissés au cours des trente dernières années, particulièrement avec les Allemands, pèsent très lourd dans les rapports de forces politiques, les intéressés nourrissant l’espoir intéressé mais insensé que le cours des relations pourraient reprendre comme avant. Enfin, l’antiaméricanisme idéologique conserve de nombreux partisans, dans le monde et même au sein du camp occidental, notamment en France. En fonction de tels constats, il est envisageable que le régime russe fasse accepter sa mainmise sur une partie du Donbass et la Crimée. Mainmise territoriale partielle comme en Géorgie et en Moldavie. Dans ce cas le conflit apparaîtrait trompeusement comme « gelé », ce ne serait que partie remise au profit de la Russie et au détriment irrémédiable des démocraties occidentales.

## **Taïwan**

Le cas de cette grande île située dans la mer de Chine présente des similarités indéniables avec celui de l’Ukraine. La volonté de mainmise des dirigeants communistes chinois n’a rien à voir avec un gain territorial, tout à fait marginal. La population de Formose, avec ses 25 millions d’habitants, ne pèse rien par rapport aux 1,5 milliards de chinois continentaux. Taïwan est, en même temps, prospère, démocratique, proaméricaine. Trois caractéristiques peu acceptables par la dictature de Pékin. Son objectif premier, quel qu’en soit le prix, c’est de conserver le pouvoir. Il faut donc, de leur point de vue, éliminer le plus vite possible, un confetti ayant adopté un autre mode de vie. Afin que l’ilot ne puisse donner des envies démocratiques à l’immense population continentale qui voit s’accumuler ses difficultés intérieures de développement.

Les dirigeants communistes chinois préfèrent, de toute évidence, que la réunification s’obtienne par des voies pacifiques. Mais ils doutent de plus en plus que leur « soft power » convertisse les populations de l’île. L’option militaire devient prévalente. Elle se prépare activement, en augmentant les budgets des armées et les exercices d’invasion. Les stratèges ont pris pleinement conscience qu’ils ne pourront être, hypothèse très optimiste, au niveau des Américains qu’à la fin du siècle.

Taïwan présente la particularité d’être, de très loin, le premier producteur mondial de semi-conducteurs de haut de gamme exportés dans le monde entier, Chine y comprise. En cas d’invasion, les autorités insulaires prévoient que les installations de production seraient détruites. La Corée du Sud, le Japon, les Etats-Unis, l’Europe, se préparent activement à un tel sinistre en renforçant leurs propres fabrications. Au moment où la Chine aura réuni les forces militaires, terrestres et maritimes, indispensables à la réussite de l’invasion, leur adversaire aura singulièrement perdu son attractivité économique antérieure. Mais Xi Ping aura cimenté, après avoir récupéré Hong-Kong, son emprise idéologique, couronnant intellectuellement des ambitions purement impérialistes.

## **Israël**

Les frontières effectives du pays se composent de territoires reconnus par l’ensemble de la communauté internationale et d’autres conquis par les armée, considérés, juridiquement, comme occupés. Quelles qu’aient été les orientations politiques des gouvernements successifs, l’Etat juif n’a jamais eu la moindre intention de renoncer à son espace « biblique », bien plus étendu que ses dimensions géographiques acceptées par l’ONU. Lors de sa création, il était profondément inspiré par l’idéologie socialiste, importée massivement par les immigrés rescapés des camps d’extermination nazis. Le nouvel Etat était pauvre, soutenu à bout de bras par la diaspora américaine. Le parti travailliste, qui dominait alors la vie politique nationale, s’est étiolé au fil des années au point de devenir marginal. Il a succombé, selon nous, à cause des immenses contradictions qu’il n’a pas été en mesure de surmonter. Contradictions entre la volonté de respecter les résolutions de l’ONU et une politique intérieure très faiblement opposée aux implantations de colonies dans les territoires occupés. Contradictions entre ses idéaux égalitaires et l’enrichissement capitaliste de la nation. Contradictions entre les partisans favorables à un compromis avec les Palestiniens et une opinion de plus en plus hostile à une entente jugée illusoire et impossible.

Au cours de son histoire Israël a défait par trois fois, les armées arabes voisines. Sans l’avouer officiellement elle a accédé au rang de puissance nucléaire. La seule, jusqu’à présent, au Moyen-Orient. Sa hantise stratégique est de voir l’Iran, radicalement hostile à son existence, se doter à la fois de la bombe et des véhicules de son transport, ce qui est en passe de se produire. Le LIKOUD, parti de Netanyahou, à la tête d’un gouvernement réactionnaire composé d’une bonne dose de religieux intégristes, soutenu par des, milieux affairistes de plus en plus décomplexés, proclame depuis une dizaine d’années qu’il s’opposera, si nécessaire, par la force à son ennemi iranien. Il a déjà réussi à en perturber le programme grâce à des attaques informatiques très performantes. L’adversaire a réagi en améliorant considérablement la sécurité de ses sites de productions, profondément enterrés désormais. Israël n’a plus les moyens militaires de les neutraliser. Seuls son allié américain en dispose. Il ne pourrait apporter son soutien qu’en répondant favorablement aux pressions de la diaspora très active sur son sol. Or cette dernière n’approuve pas, dans sa majorité, l’orientation réactionnaire du gouvernement formé par Netannyahou. Elle n’est pas prête à favoriser la destruction des sites nucléaires iraniens. Le pays de l’Ancien Testament s’est engouffré dans une impasse.

# **Conclusions**

**Les bruits de bottes mondiaux sont assourdissants. Les anxiétés planétaires s’intensifient. Pourtant, en dehors du cas exemplaire de l’Ukraine, les grands foyers de tension ne se sont pas enflammés. La Russie ne parviendra pas à soumettre l’Ukraine dans sa totalité. La Chine se prépare à récupérer Taïwan sans en avoir encore les moyens. Israël n’a pas la capacité de bombarder efficacement son ennemi iranien. Les menaces nucléaires agitées par les Russes restent peu crédibles. Le présent n’est pas réellement inquiétant mais les esprits humains ne peuvent éviter de se projeter dans l’avenir. Ils sont de plus en plus nombreux à anticiper des catastrophes lesquelles associent les ravages climatiques et guerriers.**

**Les opinions majoritaires occidentales pensent que l’Ukraine devra se résigner à des amputations territoriales, que la Russie poutinienne survivra et ne sera pas réellement défaite. Taïwan, pense-t-on, rentrera, d’une façon ou d’une autre, dans le giron de la Chine comme on l’a vu dans le cas de Hong Kong. Israël ne réussira pas à endiguer la menace iranienne. Autant d’anticipations hasardeuses.**

**Divers commentateurs, soulignant l’aggravation des tensions mondiales, n’hésitent pas constater que la troisième guerre mondiale a déjà commencé. Ils noircissent un tableau dont il suffit de relever qu’il s’est plutôt coloré de gris au cours des années récentes. La Russie et la Chine, avec l’appui tacite de nombreux Etats dits « émergeants » sont déjà parvenus à bouleverser l’ancien ordre international issu de la seconde guerre mondiale et gendarmé par les Etats-Unis. Ils revendiquent l’instauration d’un nouvel ordre sans s’astreindre à en détailler la substance. On discerne néanmoins dans leurs attitudes et leurs comportements quelques lignes de force. Les puissances révisionnistes dénoncent les renversements des gouvernements en place par des puissances étrangères. Ce dont ne se prive pas la Russie en Ukraine. Elles réactualisent un vieux principe des monarchies européennes exigeant que les peuples adoptent les mêmes religions et les mêmes idéologies que leurs souverains. Elles tiennent à disposer sans entrave, au-delà de leurs frontières légales, de zones d’influence exclusives. La stratégie chinoise illustre parfaitement pareille orientation puisqu’elle s’emploie à s’approprier l’espace maritime de ses voisins indiens, vietnamiens, philippins. L’ordre mondial des révisionnistes se réduit, en réalité, à une restructuration de la domination mondiale au profit des nations ayant accédé au statut de grande puissance. Il ne s’agit pas de trouver une meilleure gestion des affaires internationales, mais de changer de dominants.**

**L’ancien ordre, d’inspiration occidentale, principalement américain n’était pas dépourvu de multiples défauts. Mais celui qui se prépare risque d’être pire que le précédent. Il ne saurait être désormais question de restaurer un passé aujourd’hui remise en cause. En revanche, le capital de règles établies au cours des siècles antérieurs ne peut être anéanti. Le droit international a beaucoup progressé dans les textes. Son application pratique n’a pas été à la hauteur. Les occidentaux en portent une sérieuse part de responsabilité. Il faut, impérativement qu’ils en finissent avec leurs errements passés. Comme il n’existe pas d’autorité étatique mondiale, l’ONU a été créée afin de garantir les accords multilatéraux conclus entre les nations. Mission dont elle s’acquitte assez mal. Son exécutif, le Conseil de Sécurité, est régulièrement paralysé par les désaccords récurrents entre les cinq membres permanents. Il faut toutefois reconnaître que, sous son égide, de nombreuses dispositions et d’institutions d’intérêt général ont vu le jour. Il reste que les nations composant son assemblée s’opposent depuis toujours, n’ayant pas la même conception des principes fondateurs du droit. Ceux qui fondent la civilisation occidentale méritent plus que jamais d’être défendus sous la condition que leurs partisans éliminent leurs propensions à les contourner, voire à les violer. Les pays démocratiques ne pourront survivre qu’en réintroduisant de l’éthique dans leurs comportements. Ce qui implique, notamment, de ne verser ni dans le bellicisme, ni dans le pacifisme. Le bellicisme américain en Irak déployé par les néo-conservateurs ayant circonvenu le fils peu éclairé de G. BUSH s’est révélé durablement catastrophique. Le pacifisme français de l’entre-deux guerres a précipité une défaite militaire honteuse. Il faut certes s’en désoler mais l’existence de « guerres justes » n’est pas près de s’effacer de l’histoire. Celle que mènent actuellement les Ukrainiens en fait spectaculairement partie.**

**L’examen attentif des leaders au pouvoir dans les pays qui déterminent l’avenir du monde exclut la réédition de l’aventure criminelle des hitlériens. Ils ont failli disposer de la bombe nucléaire mais n’ont pas pu parvenir à la fabriquer. V. Poutine n’est pas un malade mental, même s’il vit, en partie, dans un monde virtuel. Xi Jinping non plus. Même le dictateur coréen du nord n’est pas aussi aventuriste qu’on le prétend. Ce qui nous amène à penser que les sentiers de la guerre son pavés de mines et de malheurs infligés aux civils mais l’explosion irrémédiable n’est pas d’actualité.**

1. Les données essentielles sont publiées par le Stockholm International Peace Research. [↑](#footnote-ref-1)
2. Nous pensons, en effet, que les chiffres officiels du budget militaire sont sous-estimés. Ne serait-ce qu’en raison de la non prise en compte des activités des milices combattant en Ukraine, censées n’avoir aucune existence légale. [↑](#footnote-ref-2)
3. Chiffres arrondis. [↑](#footnote-ref-3)